

Saint-Avé

Envoyé en préfecture le 19/04/2016
Reçu en préfecture le 19/04/2016
Affiché le 19/04/2016
ID : 056-215602061-20160418-2016_030-AU

Service Finances et Achats Durables
N° 2016-030

DÉCISION DU MAIRE

PASSATION D'UN MARCHÉ DE SERVICES

Opération : Prestations de contrôle des installations d'assainissement non collectif

Projet de Territoire « Saint-Avé 2030 »		
Enjeu : <i>Une économie dynamique et verte pour un environnement préservé</i>	Objectif : <i>Construire la place de l'eau, dans son cycle et sur son bassin versant</i>	Action : <i>Inciter les particuliers à mettre en conformité leur branchement au réseau d'assainissement non collectif et les accompagner dans le projet de réhabilitation de leur installation</i>

VU l'article L.2122-22 du code général des collectivités territoriales,

VU la délibération n° 2014/4/78 du conseil municipal en date du 7 avril 2014, donnant délégation au Maire, pour la durée de son mandat, pour prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget,

CONSIDÉRANT la consultation lancée selon une procédure adaptée, en application des articles 28-I et 77 du Code des marchés publics, le 13 janvier 2016 pour la passation du marché visé en entête,

VU le rapport d'analyse établi le 30 mars 2016,

Le Maire de la commune de Saint-Avé (Morbihan),

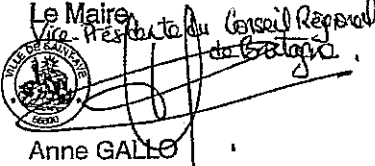
DÉCIDE

Article 1^{er} : DE PASSER le marché relatif à des prestations de contrôle des installations d'assainissement non collectif avec la société SAUR. (56690 Landévant). Le marché est passé pour une durée d'un an à compter de sa date de notification. Il est reconductible trois fois par période d'un an. Le montant annuel des commandes est compris entre un minimum de 3 000,00 € HT et un maximum de 10 000,00 € HT.

Article 2 : DE PRÉCISER que les crédits nécessaires sont inscrits au(x) budget(s) de la commune.

Article 3 : D'INFORMER le conseil municipal, lors de sa prochaine réunion, de cette décision qui fera l'objet des mêmes règles de publicité que celles applicables aux délibérations, conformément au code général des collectivités territoriales.

Article 4 : D'ADRESSER la présente décision à M. le Préfet du Morbihan et à M. le Receveur municipal, de signer le marché correspondant et le notifier à l'opérateur économique visé à l'article 1^{er}.

Le Maire,
Vice-Présidente du Conseil Régional de Bretagne,

Anne GALLO

Fait à Saint-Avé, le 18 avril 2016

Le Maire,
Vice-Présidente du Conseil Régional de Bretagne,

Anne GALLO